

Unité départementale de la Côte-d'Or
21 Bld Voltaire
CS 27912
21035 Dijon

Dijon, le 12/02/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 05/02/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

SARPI MINERAL FRANCE

**ECOPOLE DES GRANDS MOULINS
21270 Drambon**

Références : 2025-091
Code AIOT : 0005401112

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 05/02/2025 dans l'établissement SARPI MINERAL FRANCE implanté ECOPOLE DES GRANDS MOULINS 21270 Drambon. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SARPI MINERAL FRANCE
- ECOPOLE DES GRANDS MOULINS 21270 Drambon
- Code AIOT : 0005401112
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

L'Installation de Stockage de Déchets Non Dangereux (ISDND), comprise dans le périmètre de l'Ecopôle des Grands Moulins, est située sur la commune de DRAMBON dans le département de la Côte d'Or et exploitée par la société SARPI MINERAL FRANCE.

Thèmes de l'inspection :

- AN25 Travaux et points chauds

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Identification des zones à risque	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 48	Sans objet
2	Consignes d'exploitation	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59	Sans objet
3	Interdiction d'apporter du feu	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59	Sans objet
4	Travaux	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 63	Sans objet
5	Plan de prévention	Arrêté Ministériel du 19/03/1993, article 1	Sans objet
6	Dispositions du plan de prévention	Décret du 07/03/2008, article /	Sans objet
7	Travaux	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 63	Sans objet
8	Travaux et sous traitance	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 63	Sans objet
9	Formation du personnel	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les prescriptions relatives aux permis d'intervention et/ou travaux par points chauds sont respectées sur le site.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Identification des zones à risque

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 48
Thème(s) : Actions nationales 2025, Locaux à risque
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant identifie les zones de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendie ou d'explosion de par la présence de matières dangereuses stockées ou utilisées ou par la présence d'atmosphères explosibles pouvant survenir soit de façon permanente ou occasionnelle dans le cadre du fonctionnement normal des installations, soit susceptible de se présenter de façon accidentelle ou sur de courte durée.</p> <p>Ces zones sont matérialisées par des moyens appropriés et reportées sur un plan</p>

<p>systématiquement tenu à jour.</p> <p>La nature exacte du risque (atmosphère potentiellement explosible, etc.) et les consignes à observer sont indiquées à l'entrée de ces zones et, en tant que de besoin, rappelées à l'intérieur de celles-ci.</p> <p>Ces consignes sont incluses dans les plans de secours s'ils existent</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a présenté à l'inspection le plan des zones à risques localisant les lieux de stockage de produits inflammables (cuves GNR) et zones ATEX (zones 0,1 et 2: zones gaz/vapeur), ainsi que le plan des zones d'effets.</p> <p>L'exploitant a également présenté le nouveau POI, mis à jour et qui sera présenté à l'inspection mi-mars avec découpage de chaque zone et leur danger ainsi que les consignes associées.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 2 : Consignes d'exploitation

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2025, Consignes d'exploitation</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant établit, tient à jour et affiche des consignes d'exploitation et de sécurité dans les lieux fréquentés par le personnel [...]</p> <p>Ces consignes d'exploitation précisent autant que besoin :</p> <p>[...]</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'obligation du " permis d'intervention " prévu à l'article 63 du présent arrêté pour les parties concernées de l'installation ;
<p>Constats :</p> <p>A l'accueil du site, les consignes de sécurité sont rappelées à l'ensemble des personnes étrangères aux installations (visionnage d'un film) qui doivent répondre ensuite à un questionnaire validant l'assimilation et la compréhension des enjeux du site en termes de risques et sécurité associés.</p> <p>L'exploitant précise que le site est doté d'un Plan d'Opération Interne et qu'à ce titre un plan de prévention est obligatoire pour tous travaux dans l'enceinte de l'installation.</p> <p>L'inspection a constaté, par sondage, que les consignes générales de sécurité étaient affichées à la vue du personnel à l'entrée des locaux administratifs et dans le local d'accueil des visiteurs.</p> <p>L'inspection s'est rendue à l'unité de traitement du biogaz et a pu constater l'affichage des risques, interdictions et mesures de prévention associés aux différentes zones.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 3 : Interdiction d'apporter du feu

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59
Thème(s) : Actions nationales 2025, Interdiction de feu
Prescription contrôlée : L'exploitant établit par ailleurs des consignes de sécurité, qui indiquent autant que de besoin : - l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque, notamment l'interdiction de fumer dans les zones présentant des risques d'incendie ou d'explosion, sauf cas spécifique d'une intervention dûment encadrée par un permis d'intervention prévu à l'article 63 ;
Constats : Une formation obligatoire est délivrée à l'ensemble des personnes étrangères aux installations dès leur entrée sur le site, précisant l'interdiction d'apporter du feu dans certaines zones à risques (ATEX, stockages liquides inflammables). L'exploitant a mis en place des zones dédiées aux fumeurs repérées par des pictogrammes. Avec interdiction de fumer en dehors de ces zones dédiées.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Travaux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 63
Thème(s) : Actions nationales 2025, Permis de feu
Prescription contrôlée : Dans les parties de l'installation présentant des risques d'incendie ou d'explosion mentionnées à l'article 48, il est interdit d'apporter du feu sous une forme quelconque, sauf pour la réalisation de travaux ayant fait l'objet d'un document ou dossier spécifique comprenant les éléments suivants : - la définition des phases d'activité dangereuses et des moyens de prévention spécifiques correspondants ; - l'adaptation des matériels, installations et dispositifs à la nature des opérations à réaliser ainsi que la définition de leurs conditions d'entretien ; [...] Le respect des dispositions précédentes peut être assuré par l'élaboration du plan de prévention défini aux articles R. 4512-6 et suivants du code du travail, lorsque ce plan est exigé.
Constats : Par sondage, l'inspection a contrôlé le plan de prévention référencé 2024-0012 du 17 janvier 2024. L'inspection a vérifié que le signataire du document avait bien reçu la formation adéquate (vérification sur le plan de formation et suivi des formations des agents du site) et qu'il était habilité à délivrer ce type de document (tableau d'habilitation des personnels en fonction de leur poste et des formations suivies). Le plan de prévention concerne des interventions annuelles et répétitives, à savoir la conduite et la maintenance des unités de valorisation biogaz et de traitements des lixiviats pour l'année 2024. Il reprend, entre autres :

<ul style="list-style-type: none"> - les consignes générales de sécurité et les équipements individuels de sécurité minimum, - l'analyse des risques en détaillant les différentes phases et activités dangereuses. L'identification d'un risque donne lieu à des mesures de prévention ou à la mise en place de matériels spécifiques (à la charge de l'exploitant ou de l'entreprise extérieure). L'identification de travaux par point chaud donne lieu à l'établissement d'un permis feu.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Plan de prévention

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 19/03/1993, article 1
Thème(s) : Actions nationales 2025, Obligation plan de prévention
Prescription contrôlée : Un plan de prévention est établi par écrit dans les conditions prévues au deuxième alinéa de l'article R. 4512-7 du code du travail pour les travaux dangereux ci-après énumérés : [...] 4. Travaux effectués sur une installation classée faisant l'objet d'un plan d'opération interne en application de l'article 17 du décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié. [...] Constats : Voir Point De Contrôle précédent.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Dispositions du plan de prévention

Référence réglementaire : Décret du 07/03/2008, article /
Thème(s) : Actions nationales 2025, Contenu du plan de prévention
Prescription contrôlée : Article R4512-8 du Code du travail Les mesures prévues par le plan de prévention comportent au moins les dispositions suivantes : 1. La définition des phases d'activité dangereuses et des moyens de prévention spécifiques correspondants ; 2. L'adaptation des matériels, installations et dispositifs à la nature des opérations à réaliser ainsi que la définition de leurs conditions d'entretien ; 3. Les instructions à donner aux travailleurs ; 4. L'organisation mise en place pour assurer les premiers secours en cas d'urgence et la description du dispositif mis en place à cet effet par l'entreprise utilisatrice ; 5. Les conditions de la participation des travailleurs d'une entreprise aux travaux réalisés par une autre en vue d'assurer la coordination nécessaire au maintien de la sécurité et, notamment, de l'organisation du commandement.
Constats :

Le plan de prévention évoqué au PDC n°4 est établi en application des articles R.4512-6 à 12 du code du travail.

Il comprend :

- description de l'entreprise utilisatrice : adresse, coordonnées du responsable des travaux et maintenance du site ;
- désignation de l'intervention : horaires d'ouverture et conditions d'accès au site ; lieu et nature des travaux, leur durée et périodicité ;
- description de l'entreprise extérieure ;
- Inspection commune ;
- Ressources : moyens humains et techniques de l'entreprise intervenante ; EPI obligatoires, pour les tâches spécifiques peuvent s'imposer à la suite de l'analyse des risques ;
- Les consignes générales, y compris les consignes en cas d'incident ou d'accident de personne, environnemental, d'incendie ou d'explosion ;
- Numéros d'urgence ;
- Consignes pour la préservation de l'environnement et la maîtrise de l'énergie ;

- ANNEXE - Analyse de risques

Cette annexe comprend un plan d'accès, de zones de stockage, de stationnement et la signalétique temporaire si nécessaire.

Les risques et mesures de prévention à mettre en place sont analysés selon les différentes phases ou activités dangereuses de différents thèmes :

- Circulation ;
- Utilisation d'outils portatifs ;
- Travaux par point chaud ;
- Travaux électriques ;
- Travaux en hauteur ;
- Utilisation d'engins, levage de charges ;
- Travaux sur machines ;
- Manutentions manuelles ;
- Travail isolé ;
- Exposition produits chimiques ;
- Risque biologique ;
- Travaux en zone ATEX ;
- Travaux à proximité de bassins ;
- Travaux exposant à des ambiances particulières ;
- Risques environnementaux ;
- Autres risques (dont la présence de biogaz) ;
- Fin d'intervention ;Gestion et récapitulation des documents (dont les consignes **Zone ARisques**)

Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Travaux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 63

Thème(s) : Actions nationales 2025, Permis de feu

Prescription contrôlée :

Dans les parties de l'installation présentant des risques d'incendie ou d'explosion mentionnées à

<p>l'article 48, il est interdit d'apporter du feu sous une forme quelconque, sauf pour la réalisation de travaux ayant fait l'objet d'un document ou dossier spécifique comprenant les éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la définition des phases d'activité dangereuses et des moyens de prévention spécifiques correspondants ; - l'adaptation des matériels, installations et dispositifs à la nature des opérations à réaliser ainsi que la définition de leurs conditions d'entretien ; [...] <p>Le respect des dispositions précédentes peut être assuré par l'élaboration du plan de prévention défini aux articles R. 4512-6 et suivants du code du travail, lorsque ce plan est exigé.</p>
<p>Constats :</p> <p>Voir PDC n°6</p> <p>L'inspection a regardé 3 permis feu : 1 délivré le 28 août 2024 à une entreprise extérieure et 2 pour des travaux en interne (délivrés le 27 janvier et le 3 février 2025).</p> <p>L'inspection a vérifié que le signataire du document avait bien reçu la formation adéquate (vérification sur le plan de formation et suivi des formations des agents du site) et qu'il était habilité à délivrer ce type de document (tableau d'habilitation des personnels en fonction de leur poste et des formations suivies).</p> <p>Le permis reprend, entre autres :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Les dangers et mesures spécifiques : source de chaleur/travaux (énergie d'activation), les facteurs aggravants liés à l'environnement de travail ; - les mesures de préventions : avant le travail, pendant le travail et après le travail ; - consignes en cas d'accident ; - la date d'autorisation de travaux (valable par demi-journée) ; <p>Les heures d'intervention : début/fin, heure de surveillance 1/4 d'heure après cessation d'activité et 2h après la cessation d'activité.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 8 : Travaux et sous traitance

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 63</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2025, Sous traitance</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Dans les parties de l'installation présentant des risques d'incendie ou d'explosion mentionnées à l'article 48, il est interdit d'apporter du feu sous une forme quelconque, sauf pour la réalisation de travaux ayant fait l'objet d'un document ou dossier spécifique comprenant les éléments suivants :</p> <p>[...]</p> <ul style="list-style-type: none"> - lorsque les travaux sont effectués par une entreprise extérieure, les conditions de recours par cette dernière à de la sous-traitance et l'organisation mise en place dans un tel cas pour assurer le maintien de la sécurité.
<p>Constats :</p> <p>Voir PDC précédents</p>

Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Formation du personnel

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56
--

Thème(s) : Actions nationales 2025, Formation

Prescription contrôlée :

Les différents opérateurs et intervenants dans l'établissement, y compris le personnel des entreprises extérieures, reçoivent une formation sur les risques des installations, l'application des consignes, la conduite à tenir en cas de sinistre et, s'ils y contribuent, sur la mise en œuvre des moyens d'intervention.

Des personnes désignées par l'exploitant, chargées de la mise en œuvre des moyens de lutte contre l'incendie ou d'intervention, sont aptes à manœuvrer ces équipements et à faire face aux éventuelles situations dégradées. Ces personnes sont entraînées à la manœuvre de ces moyens.

Constats :

Le personnel reçoit les formations liées à leur fonction et aux particularités de leur mission. Ces formations font l'objet d'un suivi informatique des attestations et découlent sur les habilitations liées à leur poste et leur responsabilité.

L'annexe d'analyse des risques du plan de prévention mentionne, pour chaque risque identifié, les mesures de prévention à mettre en place et les documents nécessaires dont les attestations de formation spécifiques pour des travaux particuliers (attestation formation risque ATEX, permis de travail zone ATEX...)

Type de suites proposées : Sans suite
